

économique (le Brésil) ; pour d'autres enfin, c'était un moyen de contourner les embargos sur les armements (Taïwan, Afrique du Sud et Chili) ou de relancer les échanges internationaux (Corée du Sud, Singapour). Même si ces industries ne sont jamais devenues complètement autonomes, elles ont tout de même permis aux pays qui les ont créées de s'affranchir quelque peu de leurs fournisseurs.

La troisième évolution constatée a été l'expansion des marchés qualifiés par M. Klare de « noir » et « gris ». Dans le cas du marché noir, il y a transgression pure et simple de la loi ; sur le marché « gris » en revanche, on vend et l'on achète des systèmes « bifonctionnels » qui ont à la fois un objectif civil et un objectif militaire, mais que l'on se procure supposément à des fins civiles.³ Or, les statistiques officielles sur le commerce des armements ne reflètent que les ventes dites « blanches » ou « opaques » conclues entre gouvernements ou sanctionnées par eux, admises par la loi et définies de façon relativement étroite. Même si nul ne connaît l'étendue exacte des transactions effectuées, la valeur des échanges qui ont lieu chaque année sur les marchés « noir » et « gris » a été évaluée, aux dires de M. Klare, à dix milliards de dollars américains.

La plupart des statistiques sur le commerce des armements ne rendent pas compte de ces trois évolutions. L'augmentation de l'offre interne ne donne lieu à aucun *échange* et, par définition, les transactions effectuées sur les marchés noir et gris passent « inaperçues ». Si ces différentes sources d'approvisionnement étaient prises en compte, les chiffres retrouveraient leurs niveaux des années 1970. Ainsi, il est peut-être prématuré de conclure à une diminution de la quantité d'armements acquis par les États du monde en développement (ou à un ralentissement du commerce international des armes lui-même).

Quelles sont les conséquences de ces transformations ? Premièrement, les États ont pu diversifier de plus en plus leurs sources d'approvisionnement. Mais cette diversification a entraîné un recul de l'influence politique exercée jadis par les fournisseurs d'armements. Si l'on en croit M. Klare, l'époque où une superpuissance pouvait profiter de sa relation avec un client plus faible pour influencer sensiblement sur lui est bel et bien révolue.

Au chapitre des corollaires importants de cette évolution, mentionnons le fait que les embargos, une forme de pouvoir exercée par les fournisseurs d'armements, ont perdu de leur utilité et de leur efficacité. Les deux superpuissances ne peuvent plus appliquer efficacement des

³ Mentionnons notamment les hélicoptères, les ordinateurs et les systèmes de communications.